

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

NATIOCREDIMURS

Société en Nom Collectif au capital de 449.800.680 EUR  
Siège social : 18 rue Baudin - 92300 LEVALLOIS PERRET  
332 199 462 RCS Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l’Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société Natiocredimurs relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au gérant.

Fondement de l’opinion

■ Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2A) de l’annexe des comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l’ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de crédit – Provisionnement individuel

Risque identifié	Notre réponse
Dans le cadre de ses activités bancaires, votre société est exposée au risque de crédit.	Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de votre société et testé les contrôles clés concernant l’identification et l’évaluation des dépréciations.
Votre société comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédit avérés sur ses activités (crédit-bail, location simple).	Nous avons également réalisé, en date d’arrêté, des travaux sur les encours les plus significatifs.

<p>Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions des engagements hors bilan, et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit des flux futurs estimés recouvrables, tels qu'énoncés dans la note 2-D de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ces flux ;</li> <li>▶ statistiquement pour les plus petites créances présentant des caractéristiques similaires.</li> </ul> <p>Au 31 décembre 2025, le montant total des créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit s'élève à M€ 3 751,6, dont M€ 146 de créances douteuses ; le montant total des dépréciations s'élève à M€ 101,7 comme présenté dans les notes 2D, 2F, 3E, 3I et 3J de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ l'identification des indicateurs de dépréciation ;</li> <li>▶ la classification des expositions en créances douteuses ;</li> <li>▶ la détermination des dépréciations manuelles et des dépréciations statistiques de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé.</li> </ul> <p>Avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons procédé à l'examen du modèle d'estimation des pertes et taux de récupération sur une base statistique.</p> <p>En complément, nous avons procédé à un examen du crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.</p> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit.</p>
--	--

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Natiocredimurs par votre assemblée générale du 30 avril 2021 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 30 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2025, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la cinquième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la deuxième année.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au gérant de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### **■ Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **■ Rapport au gérant**

Nous remettons au gérant un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au gérant figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au gérant la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le gérant des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 15 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES  
Julien Koskien

ERNST & YOUNG et Autres  
Luc Valverde

**BILAN COMPARE 2025-2024**

(En milliers d'euros)		
ACTIF	2025	2024
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP	-	-
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	-	-
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	216 546	457 215
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	-	-
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	0	-
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	-	-
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	-	0
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	-	-
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	3 260 163	3 223 012
LOCATION SIMPLE	396 140	518 930
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	-
ACTIONS PROPRES	-	-
AUTRES ACTIFS	1 932	3 378
COMPTES DE REGULARISATION	36 511	31 481
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>3 911 293</b>	<b>4 234 016</b>

(En milliers d'euros)		
PASSIF	2025	2024
BANQUES CENTRALES, CCP	-	-
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3 768 447	4 073 752
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	71	208
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	2 000	2 000
AUTRES PASSIFS	51 978	59 253
COMPTES DE REGULARISATION	68 025	69 892
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	968	662
DETTES SUBORDONNEES	-	-
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	-	-
<b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>	<b>19 805</b>	<b>28 249</b>
CAPITAL SOUSCRIT	449 801	429 801
PRIMES D'EMISSION	-	-
RESERVES	67	67
ECART DE REEVALUATION	-	-
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	6 293	5 665
REPORT A NOUVEAU	-407 284	-348 657
RESULTAT DE L'EXERCICE	-29 072	-58 627
ACOMPTE SUR DIVIDENDES	-	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>3 911 293</b>	<b>4 234 016</b>

**HORS BILAN COMPARE 2025-2024**

(En milliers d'euros)		
HORS BILAN	2025	2024
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>500 924</b>	<b>568 385</b>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	499 766	567 227
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	1 158	1 158
ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES	-	-
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>211 188</b>	<b>212 170</b>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	14	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	535	-
ENGAGEMENTS SUR TITRES	196 653	212 170
	-	-

**COMPTE DE RESULTAT COMPARE 2025-2024**

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>(En milliers d'euros)</b>	
	<b>2025</b>	<b>2024</b>
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	12 516	21 574
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	-120 268	-109 486
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	1 319 597	1 335 948
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	-1 232 116	-1 293 838
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	207 642	253 007
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	-185 569	-238 572
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	-	-
COMMISSIONS (PRODUITS)	-	-
COMMISSIONS (CHARGES)	-1 217	-180
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	-	-
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	-	-
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	5 329	6 517
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-381	-1 368
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>5 533</b>	<b>-26 398</b>
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-34 558	-32 011
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INC	-	-
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>-29 025</b>	<b>-58 409</b>
COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT	-47	-218
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-29 072</b>	<b>-58 627</b>
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	-	-
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>-29 072</b>	<b>-58 627</b>
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	-
IMPOT SUR LES BENEFICES	-	-
DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-29 072</b>	<b>-58 627</b>

**ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX****Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025****1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE****Augmentation de capital :**

NATIOCREDIMURS a bénéficié d'une augmentation de capital en début d'année 2025. En mars 2025, une augmentation de 20 000 008 EUR (131 579 parts émises de valeur nominale à 152 EUR). Soit un capital social total au 31 décembre 2025 de 449 800 680 EUR composé de 2 959 215 parts de valeur nominale à 152 EUR.

**Opération de titrisation :**

En décembre 2025, NATIOCREDIMURS a initié une opération de titrisation permettant un transfert significatif du risque de crédit au sens de la réglementation 575-2013, entraînant une réduction d'exigences de fonds propres.

Le risque a été transféré sous forme synthétique au fonds commun de titrisation « FCT Monte Cristo 2 - Compartiment PIXEL 2025-1 » via une garantie reçue.

Le montant total de créances titrisées s'élève à 891,8 M€.

**2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**

Les comptes de NATIOCREDIMURS ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles que prévues en particulier par le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'applique aux entreprises du secteur bancaire.

Dans le cadre des moratoires accordés au cours de la crise Covid-19, il a été pratiqué une méthode de lissage des loyers pour le seul périmètre des contrats rééchelonnés Covid-19 conduisant ainsi à la comptabilisation d'un produit à recevoir. Selon l'article 512-4 du PCG, sont rattachés à l'exercice : les produits acquis à cet exercice, auxquels s'ajoutent éventuellement les produits acquis normalement à des exercices précédents mais qui, par erreur ou omission, n'ont pas alors fait l'objet d'un enregistrement comptable. Un produit est acquis lorsque les prestations ont

été effectués ou les biens ont été livrés. En l'espèce, du fait de son choix de retenir une approche économique des contrats comme principe de reconnaissance du revenu, sur le seul périmètre des contrats rééchelonnés pour motif COVID-19, NATIOCREDIMURS applique implicitement, sur ce périmètre, la méthode de linéarisation des loyers inégaux puisqu'il s'agit de la méthode fondée sur la réalité économique des contrats. Dans ces conditions, le preneur continue à tirer des avantages économiques procurés par l'usage du bien loué, ce qui justifie que NATIOCREDIMURS soit en droit de considérer que le produit de loyers non facturés durant la période de moratoires est certain et acquis à la clôture. Ce produit à recevoir est inscrit au bilan dans les postes « Opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat » et « Opérations de location simple » et au compte de résultat dans les postes « Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat » et « Produits sur opérations de location simple ».

#### **A) Changements de méthodes comptables**

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges. Ces modifications n'ont pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

#### **B) Conversion des opérations libellées en devises**

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement ANC n° 2014-07. Les éléments d'actif, de passif et de hors bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêt des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

La société NATIOCREDIMURS n'est pas concernée par ce type d'opérations.

#### **C) Créances sur les établissements de crédit**

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

#### **D) Opérations avec la clientèle**

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Conformément aux dispositions du règlement 2014-07, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchues du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit-bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

NATIOCREDIMURS fait application, depuis le 26 novembre 2014, de l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances similaires de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G et H de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

## **E) Titres**

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

### ***Titres de placement***

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable » ou des « obligations et autres titres à revenu fixe ».

Depuis 2025, NATIOCREDIMURS détient des titres de placement. Ces titres de placement sont constitués des obligations acquises suite à la titrisation synthétique.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement » du compte de résultat.

Lors d'opérations de titrisation synthétique réalisé par le biais de fonds commun de titrisation, les actifs relatifs aux contrats titrisés restent comptabilisés au bilan de NATIOCREDIMURS. Le montant de la garantie reçue du fonds est présenté dans l'état de hors bilan.



**Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les « Parts dans les entreprises liées » sont constitués par des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique " Gains ou pertes sur actifs immobilisés " du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

**F) Crédit-Bail, Location avec option d'achat et Location Simple**

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

**1) Opérations de Crédit-bail****■ Opérations de crédit-bail immobilier conclues jusqu'au 31 décembre 1995****a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail immobilier**

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, ainsi que les frais financiers courus pendant la période où un immeuble acquis, ou en cours de construction, n'est pas encore loué en crédit-bail. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être inclus dans les contrats avec le crédit-preneur et qui seront comptabilisés en produit à recevoir ou capitalisés dans la valeur brute locative ou payés à la facturation

**b) Amortissement des immobilisations de crédit-bail immobilier**

L'amortissement des immeubles s'effectue essentiellement sur une durée linéaire de 20 ans. Les frais d'acquisition sont amortis par moitié sur 2 exercices.

**c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle**

Aucune provision n'est constituée pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble.

**■ Opérations de crédit-bail immobilier conclues à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996****a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail immobilier**

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, ainsi que les frais financiers courus pendant la période où un immeuble acquis, ou en cours de construction, n'est pas encore loué en crédit-bail. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être portés dans les contrats avec le crédit-preneur qui sont comptabilisés en produit à recevoir et capitalisés dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

**b) Amortissement des immobilisations de crédit-bail immobilier**

Les amortissements des immobilisations sont comptabilisés suivant un mode linéaire sur 20 ans.

**c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle**

L'article 39 quinquies I du Code général des impôts offre aux entreprises de crédit-bail la possibilité de constituer en franchise d'impôt une provision pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble. La provision est calculée en prenant en compte la différence de l'amortissement financier effectivement facturé et de l'amortissement comptable.

**■ Opérations de crédit-bail, LOA et Location simple mobilier****a) Valeur brute**

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

**b) Amortissement**

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement ou suivant le mode dégressif lorsque cela est autorisé sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- o le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part,
- o et la limite de dégressivité admise d'autre part.

**2) Opérations de Location Simple Immobilier**

Les opérations de location simple immobilier correspondent aux immeubles transférés des opérations en crédit-bail résiliées dont le preneur n'a pas exercé l'option d'achat et en attente de vente par NATIOCREDIMURS.

NATIOCREDIMURS n'a pas acquis d'immeuble dans le but de les garder sur une durée long terme et par conséquent, qui répondraient à la définition « d'immeuble de placement ». Compte tenu de cette approche, NATIOCREDIMURS n'a pas mis en place l'approche par composant.

Le transfert des opérations de crédit-bail vers les immeubles en location simple s'effectue à la valeur nette comptable constatée à la date du transfert. En revanche, les amortissements sont comptabilisés sur un mode linéaire sur la durée restante de l'amortissement de l'immeuble. Les immeubles font l'objet d'une valorisation à dire d'experts et si la valeur nette comptable est supérieure à la valorisation de l'immeuble, une dépréciation est comptabilisée.

**3) Créances douteuses**

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G et H de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée

- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions de l'ANC n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

#### **4) Dépréciation des immobilisations**

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassé en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2025.

#### **G) Provisions**

Les provisions de passif concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes et risques. Conformément au règlement n° 2014-03 de l'ANC, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de NATIOCREDIMURS à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

#### **H) Impôts différés**

A compter du 31/12/2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2025, l'impact de l'impôt différé est comptabilisé au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les bénéfices » et s'élève à 0 K€.

#### **I) Produit Net Bancaire**

##### **■ Intérêts, produits et charges assimilées**

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

##### **■ Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple**

Les charges sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les provisions spéciales (article 39 quinquies du Code général des impôts) et les moins-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou matériels en fin de contrat.

Les produits sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice.

Sur le périmètre des contrats rééchelonnés pour motif Covid-19, il a été pratiqué la méthode de lissage des loyers sur la durée restant à courir des contrats. Un produit à recevoir est inscrit au bilan dans les postes « Opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat » et « Opérations de location simple » et au compte de résultat dans les postes « Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat » et « Produits sur opérations de location simple ». Ce produit à recevoir a été intégralement repris au 31/12/2025.

S'y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou matériels en fin de location et les reprises de provisions spéciales (article 39 quinquies du Code général des impôts & article 64 de la loi de finances pour 1970, n° 69-1161 du 24 décembre 1969), les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

J) Charges Générales d’Exploitation

Les charges générales d’exploitation s’élèvent à 34 558 K€ contre 32 011 K€ en 2024 et sont essentiellement constituées par les rémunérations d’intermédiaires et assistance administrative à hauteur de 33 878 K€.

3. NOTES SUR LE BILAN

A) OPERATIONS EN DEVISES

Au 31 décembre 2025, NATIOCREDIMURS n’est pas concerné par ce type d’opérations.

B) CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP (ACTIF)

Au 31 décembre 2025, NATIOCREDIMURS n’est pas concerné par ce type d’opérations.

C) EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES

Au 31 décembre 2025, NATIOCREDIMURS n’est pas concerné par ce type d’opérations.

D) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

	En milliers d’euros	
	2025	2024
Créances à vue	6 871	92 377
Créances rattachées	-	-
<b>Total à vue</b>	<b>6 871</b>	<b>92 377</b>
Prêt au jour le jour	-	-
Autres créances à terme	208 954	361 253
Créances rattachées	721	3 527
<b>Total à terme</b>	<b>209 675</b>	<b>364 780</b>
Créances douteuses sur confrères	244	104
Provisions à l’ouverture	-46	-3
Dotation de l’exercice	-44	-44
Reprise de l’exercice	1	1
Provisions à la clôture	-244	-46
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>59</b>
<b>TOTAL</b>	<b>216 546</b>	<b>457 215</b>

Echéancier au 31 décembre 2025 :

	En milliers d’euros				
	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans
Créances à vue (hors créances rattachées)	6 871	6 871			
Créances à terme (hors créances rattachées)	208 954	183 103	20 571	5 280	-

E) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (ACTIF)

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d’opérations.

F) OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d’opérations.

G) ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d’opérations.

H) PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d’opérations.

**I) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT**

En milliers d'euros											
	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2025
	Solde au 31/12/2024	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Dotations d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2025	
Immobilisations en Crédit Bail											
Immobilisations en Crédit Bail	6 182 081	1 319 814	-1 034 224	0	6 467 671	-3 062 073	-1 112 015	895 452	0	-3 278 636	3 189 035
Provisions Art 39 et dépréciation des immeubles						-56 149	-32 125	28 098	0	-60 176	-60 176
<b>Total des immobilisations en Crédit Bail</b>	<b>6 182 081</b>	<b>1 319 814</b>	<b>-1 034 224</b>	<b>0</b>	<b>6 467 671</b>	<b>-3 118 222</b>	<b>-1 144 139</b>	<b>923 549</b>	<b>0</b>	<b>-3 338 812</b>	<b>3 128 858</b>
Immobilisations en cours Cr�dit Bail											
Immobilisations en cours Cr�dit Bail	67 186	50 598	-67 186	0	50 598	0	0	0	0	0	50 598
<b>Total des immobilisations en cours Cr�dit Bail</b>	<b>67 186</b>	<b>50 598</b>	<b>-67 186</b>	<b>0</b>	<b>50 598</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 598</b>
Acomptes vers�s fournisseurs											
Acomptes vers�s fournisseurs	33 840	18 589	-33 840	0	18 589	0	0	0	0	0	18 589
<b>Total des acomptes vers�s fournisseurs</b>	<b>33 840</b>	<b>18 589</b>	<b>-33 840</b>	<b>0</b>	<b>18 589</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>18 589</b>
<b>Total Immobilisations Cr�dit Bail</b>	<b>6 283 107</b>	<b>1 389 001</b>	<b>-1 135 250</b>	<b>0</b>	<b>6 536 857</b>	<b>-3 118 222</b>	<b>-1 144 139</b>	<b>923 549</b>	<b>0</b>	<b>-3 338 812</b>	<b>3 198 045</b>

En milliers d'euros					
	Solde au 31/12/2024	Dotations d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2025
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail	116 295				140 975
<b>Total Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)</b>	<b>116 295</b>				<b>140 975</b>
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail	-82 157	-37 555	21 689		-98 023
<b>Total Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)</b>	<b>-82 157</b>	<b>-37 555</b>	<b>21 689</b>	<b>0</b>	<b>-98 023</b>
Créances rattachées Crédit Bail					
Créances rattachées Crédit Bail	23 990				19 166
<b>Total Créances rattachées Crédit Bail</b>	<b>23 990</b>				<b>19 166</b>
<b>Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit bail</b>	<b>58 128</b>				<b>62 119</b>

Le solde de créances rattachées Crédit-Bail comprend 2 603 milliers d'euros de PAR moratoires.

(1) En application de l'ANC 2014-07 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante (en milliers d'euros) :

	Brut	Provision	Net
Crédit bail compromis	131 197	-93 711	37 487
Total crédit bail compromis	131 197	-93 711	37 487
Crédit bail non compromis	9 778	-4 312	5 466
Total crédit bail non compromis	9 778	-4 312	5 466
<b>Total crédit-bail</b>	<b>140 975</b>	<b>-98 023</b>	<b>42 952</b>

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n  2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 46037 milliers d'euros.

**J) LOCATION SIMPLE**

En milliers d'euros											
	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2025
	Solde au 31/12/2024	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Dotations d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2025	
<b>Immobilisations en Location Simple</b>											
Immobilisations en Location Simple France	1 095 973	136 714	-250 670	0	982 017	-607 106	-174 504	182 270	0	-599 340	382 677
Immobilisations patrimoine France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions sur location simple France	0	0	0	0	0	-5 971	-1 724	2 353	0	-5 341	-5 341
Provisions sur patrimoine France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des immobilisations en Location Simple</b>	<b>1 095 973</b>	<b>136 714</b>	<b>-250 670</b>	<b>0</b>	<b>982 017</b>	<b>-613 077</b>	<b>-176 228</b>	<b>184 623</b>	<b>0</b>	<b>-604 682</b>	<b>377 336</b>
<b>Immobilisations en cours Location Simple</b>											
Immobilisations en cours Location Simple France	28 062	14 729	-28 062		14 729	0	0	0	0	0	14 729
<b>Total des immobilisations en cours Location Simple</b>	<b>28 062</b>	<b>14 729</b>	<b>-28 062</b>	<b>0</b>	<b>14 729</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 729</b>
<b>Acomptes versés fournisseurs</b>											
Acomptes versés fournisseurs France	3 885	0	-3 885	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des acomptes versés fournisseurs</b>	<b>3 885</b>	<b>0</b>	<b>-3 885</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Immobilisations Location Simple</b>	<b>1 127 921</b>	<b>151 443</b>	<b>-282 617</b>	<b>0</b>	<b>996 747</b>	<b>-613 077</b>	<b>-176 228</b>	<b>184 623</b>	<b>0</b>	<b>-604 682</b>	<b>392 065</b>

En milliers d'euros					
	Solde au 31/12/2024	Dotations d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2025
<b>Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)</b>					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	3 852				5 028
<b>Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)</b>	<b>3 852</b>				<b>5 028</b>
<b>Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)</b>					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-2 669	-1 560	582		-3 647
<b>Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)</b>	<b>-2 669</b>	<b>-1 560</b>	<b>582</b>	<b>0</b>	<b>-3 647</b>
<b>Créances rattachées Location Simple</b>					
Créances rattachées Location Simple France	2 902				2 693
<b>Total Créances rattachées Location Simple</b>	<b>2 902</b>				<b>2 693</b>
<b>Total des créances douteuses valeur nette et créances</b>	<b>4 085</b>				<b>4 075</b>

Le solde de créances rattachées Location Simple comprend 37 milliers d'euros de PAR moratoires.

(1) En application de l'ANC 2014-07 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante (en milliers d'euros) :

	Brut	Provision	Net
Location simple compromis France	4 628	-3 461	1 167
<b>Total location simple compromis</b>	<b>4 628</b>	<b>-3 461</b>	<b>1 167</b>
Location simple non compromis France	400	-185	215
<b>Total location simple non compromis</b>	<b>400</b>	<b>-185</b>	<b>215</b>
<b>Total location simple</b>	<b>5 028</b>	<b>-3 647</b>	<b>1 382</b>

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 1443 milliers d'euros.

**K) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

**L) ACTIONS PROPRES**

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

**M) AUTRES ACTIFS**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Autres débiteurs divers	677	1 944
Impôt société	-	-
Impôt différé actif	-	-
Acompte fournisseurs	6	44
Dépôts et cautionnements	1 158	1 158
Etat autres Impôts et taxes	-0	10
Comptes débiteurs douteux	700	982
Provisions au 31 décembre 2024	-759	-759
Dotations de l'exercice	-696	-
Reprises de l'exercice	847	-
Autres variations	-	-
Provisions au 31 décembre 2025	-608	-759
<b>TOTAL</b>	<b>1 932</b>	<b>3 378</b>

**N) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Produits à recevoir	469	1 516
Appel en risques à recevoir BNPP	1 087	-
Charges à répartir	-	8
Valeurs à l'encaissement	3 872	1 789
Charges payées d'avance	10	-
Autres	31 073	28 169
<b>TOTAL</b>	<b>36 511</b>	<b>31 481</b>

**O) BANQUES CENTRALES, CCP (PASSIF)**

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

**P) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Comptes et emprunts à vue	960	113
Dettes rattachées	-	-
<b>Total à vue</b>	<b>960</b>	<b>113</b>
Emprunt au jour le jour	-	-
Comptes et emprunts à échéance	3 763 824	4 069 809
Dettes rattachées	3 663	3 830
<b>Total à terme</b>	<b>3 767 487</b>	<b>4 073 638</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 768 447</b>	<b>4 073 752</b>

Echéancier des comptes et emprunts à échéance 2025 :

	En milliers d'euros				
	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts - Entreprises liées	3 763 824	339 673	884 876	2 411 641	127 634
Comptes et emprunts - Entreprises non liées	-	-	-	-	-

**Q) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (PASSIF)**

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial. Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Comptes à vue	-	-
Dettes rattachées	-	-
<b>Total à vue</b>	-	-
Comptes à terme	71	208
Dettes rattachées	-	-
<b>Total à terme</b>	<b>71</b>	<b>208</b>
<b>TOTAL</b>	<b>71</b>	<b>208</b>

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 2025 :

	En milliers d'euros				
	Total bilan	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an-5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme	71	4	17	49	-

**R) DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Bons de caisse	-	-
<b>Total bons de caisse</b>	-	-
Titres de créances négociables (1)	2 000	2 000
Dettes rattachées	-	-
<b>Total titres de créances négociables</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>
Obligations	-	-
Dettes rattachées	-	-
<b>Total obligations</b>	-	-
Versements à effectuer sur titres non libérés	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>

(1) Les Titres de créances négociables sont remboursables le 25/03/2026 en compte.

**S) AUTRES PASSIFS**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Etat et Organismes sociaux	1 710	6 562
Fournisseurs (crédit bail et assimilés)	46 405	48 117
Clients et tiers acquéreurs	3 353	-
Fournisseurs divers	28	-
Impôt société	-	-
Impôt différé passif	-	-
Participation	-	-
Dépôts de garantie	61	63
Affacturage	-	-
Frais de personnel	-	-
Fond commun de titrisation	-	-
Autres	420	4 511
<b>TOTAL</b>	<b>51 978</b>	<b>59 253</b>



**T) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Produits perçus d'avance (1)	48 855	51 672
Charges à payer	11 949	13 235
Autres	0	2 816
Comptes d'encaissement	7 221	2 169
Règlement en cours affacturage	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>68 025</b>	<b>69 892</b>

(1) Les produits perçus d'avance sont constitués principalement des régularisations des loyers de crédit-bail et de location.

**U) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

	En milliers d'euros					
	2024	Dotations	Reprises	Utilisation	Autres variations	2025
Provisions litiges clients	646	353	-56			943
Provisions pour suspens	16	9	-	-	-	25
Provision sur Réserve Latente Négative	-	-	-	-	-	-
Provisions litiges fiscaux	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>662</b>	<b>362</b>	<b>-56</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>968</b>

**V) DETTES SUBORDONNEES**

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

**W) FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX**

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

**X) CAPITAUX PROPRES**

## 1) Capital

Au 31 décembre 2025, le capital social de NATIOCREDIMURS s'élève à 449 800 680,00 EUR composé de 2 959 215 parts d'un montant nominal de 152 euros entièrement libérées.

## 2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Il s'agit des subventions reçues dans le cadre de nos opérations de crédit-bail pour leur montant net d'amortissement soit 6293 milliers d'euros.

## 3) Tableau de variation des capitaux propres

	En milliers d'euros					
	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	429 801				20 000	449 801
Prime d'émission	0					0
Réserve légale	0					0
Réserve des plus values à long terme	0					0
Autres réserves	67					67
Provisions réglementées	0					0
Subventions d'investissement	5 665				629	6 293
Report à nouveau	-348 657	-58 627				-407 284
Acomptes sur dividendes	0					0
Dividendes	0					0
Résultat net de l'exercice	-58 627	58 627		-29 072		-29 072
<b>TOTAL</b>	<b>28 249</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-29 072</b>	<b>20 629</b>	<b>19 805</b>

## 4) Résultat dilué par action et résultat par action

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

**4. NOTES SUR LE HORS BILAN****A) ENGAGEMENTS DE HORS BILAN**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
<b>Engagements donnés</b>	<b>500 924</b>	<b>568 385</b>
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	499 766	567 227
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	1 158	-
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	-	1 158
Engagements sur les produits dérivés	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>211 188</b>	<b>212 170</b>
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	14 535	-
Engagements de financement reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	196 653	70 342
Engagements de garantie reçus de la clientèle (2)	-	141 828

(1) Le montant des engagements douteux de financement en faveur de la clientèle s'élève à 2 344 KE

(2) Conformément à l'article 1124-34 de l'ANC 2014-07, les engagements de garantie reçus de la clientèle ont été reclassés sur l'exercice 2025 dans la rubrique " Engagements ne figurant pas au hors-bilan ". Ceux-ci s'élèvent à 117 747 K€ au 31/12/2025, alors qu'ils s'élevaient à 141 828 K€ au 31/12/2024.

**B) ENGAGEMENTS NE FIGURANT PAS AU HORS BILAN**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Engagements de garantie reçus de la clientèle	117 747	-

**5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>5 533</b>	<b>26 398</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-34 558</b>	<b>-32 011</b>

**A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS**

	En milliers d'euros	
	2025	
	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit (1)	12 516	120 215
Opérations avec la clientèle	-	3
Dotations aux provisions	-	-
Créances passées en perte sur l'exercice	-	-
Reprises de provision	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	50
Autres intérêts	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>12 516</b>	<b>120 268</b>

Les provisions relatives à ces opérations sont enregistrées en coût du risque.

**B) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL****a) Produits sur opérations de crédit-bail**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Loyers	1 242 475	1 233 090
Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64)	3 451	15 203
Reprise de provisions de dépréciations	24 647	17 228
Plus values de cession	39 770	56 394
Indemnités de résiliation	31 596	38 200
Produits divers	9 488	10 677
Dotations aux provisions	-37 555	-39 070
Reprises de provision	21 689	12 493
Récupérations sur créances amorties	458	133
Créances passées en perte sur l'exercice	-16 422	-8 400
<b>TOTAL</b>	<b>1 319 597</b>	<b>1 335 948</b>

**b) Charges sur opérations de crédit-bail**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Dotations aux amortissements	1 112 015	1 170 409
Dotations aux provisions spéciales (Art. 39 et 64)	1 230	1 502
Dotations aux provisions de dépréciation	30 895	27 486
Dotations aux provisions immeubles ITNL	-	-
Moins values de cessions	82 790	89 191
Charges diverses	5 187	5 249
<b>TOTAL</b>	<b>1 232 116</b>	<b>1 293 838</b>

**C) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE****a) Produits sur opérations location simple**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Loyers	187 258	211 006
Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64)	-	-
Reprises de provisions pour dépréciations	2 353	7 627
Plus value de cessions	17 721	34 009
Indemnités de résiliation	1 404	1 278
Produits divers	181	167
Dotations aux provisions	-1 560	-996
Reprises de provision	582	1 460
Récupérations sur créances amorties	11	13
Créances passées en perte sur l'exercice	-309	-1 557
<b>TOTAL</b>	<b>207 642</b>	<b>253 007</b>

**b) Charges sur opérations de location simple**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Dotations aux amortissements	174 504	223 809
Dotations aux provisions pour dépréciations	1 724	4 845
Moins values de cessions	9 344	9 766
Charges diverses	-2	152
<b>TOTAL</b>	<b>185 569</b>	<b>238 572</b>

**D) REVENUS DE TITRES A REVENU VARIABLE**

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

**E) COMMISSIONS**

	En milliers d'euros			
	2025		2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit	-	-	-	180
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-
Opérations Affacturage	-	-	-	-
Opérations sur Titres	-	1 032	-	-
Prestations de services financiers	-	185	-	-
<b>TOTAL</b>	-	<b>1 217</b>	-	<b>180</b>

**F) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION**

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

**G) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES**

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

**H) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**

	En milliers d'euros			
	2025		2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	406	-	1 247	-
Autres produits ou charges d'assurance France	2 368	-	2 244	-
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	2 489	-	2 339	-
Quote-part des opérations faites en commun	-	-	-	-
Produits sur cessions de créances	-	-	-	-
Autres produits	10	-	482	-
Dotations/Reprises provisions	56	362	205	402
Autres charges	-	19	-	966
<b>TOTAL</b>	<b>5 329</b>	<b>381</b>	<b>6 517</b>	<b>1 368</b>

**I) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION****1) Frais de personnel**

Au 31 décembre 2025, NATIOCREDIMURS n'a pas de personnel, l'ensemble de ses activités est géré par le personnel BNP PARIBAS LEASE GROUP sous forme d'assistance administrative.

**2) Autres frais administratifs**

A la clôture de l'exercice, les charges générales d'exploitation s'élèvent à 34 558 milliers d'euros (dont 33 878 milliers d'euros d'assistance administrative)

Les montants des honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 51 milliers d'euros. Les audits sont réalisés par les cabinets EY et Deloitte.

**J) DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

**K) COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT**

	En milliers d'euros	
	2025	2024
Dotations aux provisions	-1 196	-1 186
Créances passées en perte sur l'exercice	-	-
Reprises de provision	1 148	968
Récupérations sur créances amorties	-	-
Dotations / Reprises pour risques	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-47</b>	<b>-218</b>

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

#### L) GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

#### M) RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par NATIOCREDIMURS, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31 décembre 2025, NATIOCREDIMURS n'a constaté aucun résultat exceptionnel.

#### N) IMPOT SUR LES BENEFICES

NATIOCREDIMURS est une SNC et n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés.

#### O) DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES

Au 31 décembre 2025, les comptes de NATIOCREDIMURS ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

### 6. AUTRES INFORMATIONS

#### A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES

	En milliers d'euros
	Entreprises liées France
<b>ACTIF</b>	
Créances sur les établissements de crédit	215 622
Créances sur la clientèle	0
Actions et autres titres à revenu variable participations et parts dans les entreprises liées	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0
Obligations et autres titres à revenu variable	0
Autres Actifs	0
Comptes de régularisation actif	10
<b>PASSIF</b>	
Dettes envers les établissements de crédit	3 767 487
Emprunts et Comptes créditeurs de la clientèle	0
Dettes représentées par un titre	0
Autres passifs	14 287
Comptes de régularisation passif	9 181
<b>HORS BILAN</b>	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	14 535
Engagements de financement reçus de la clientèle	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	42 869
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0

**B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS**

	En euros
Résultat de l'exercice	-29 072 227
Report à nouveau	-407 283 950
<b>Total à répartir</b>	<b>-436 356 177</b>

  

	En euros
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	0,00
Dividendes	0,00
Acompte sur dividendes	0,00
Report à nouveau	-436 356 177,25
<b>Total réparti</b>	<b>-436 356 177,25</b>

**C) COMPTABILITE SOCIALE / FINANCIERE ET CONSOLIDATION**

En tant qu'établissement de crédit, NATIOCREDIMURS est tenu de maintenir une comptabilité financière pour l'établissement de ses comptes consolidés pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat.

Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalée ".

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

Par ailleurs, il convient d'y ajouter les impacts des normes IFRS pour déterminer le montant des réserves de consolidation. Ces impacts sont constitués principalement des provisions IFRS 9 stage 1 et stage 2 et de la revalorisation des titres soit par résultat soit par capitaux propres.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

**1) Passage du résultat social au résultat financier**

	En milliers d'euros
	<b>2025</b>
<b>Résultat comptable avant impôt</b>	-29 072
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	-35 542
Différence entre plus et moins value sociales et financières	47 142
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	1 438
Retraitements ANC 2014-07	-259
Retraitements contentieux	-
Différence entre les loyers perçus d'avance et les loyers à percevoir	5 442
Provisions réserve financière négative	-
Ecart intérimaire	-
<b>Résultat financier hors IAS avant impôt au 31 décembre</b>	<b>-10 851</b>

## 2) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de NATIOCREDIMURS au 31 décembre 2025, se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	
	2025
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux y.c. Provisions spéciales	481 017
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	36 057
Retraitements ANC 2014-07	-2 460
Retraitements contentieux	-
Différence entre les loyers perçus d'avance et les loyers à percevoir	-1 499
Divers - Provision sur Réserve latente négative	-
<b>Réserve financière brute - French GAAP - au 31 décembre</b>	<b>513 116</b>
Réserve financière sur immobilisations non louées	-4 170
<b>Réserve financière brute French GAAP sur immobilisations louées - au 31 décembre</b>	<b>508 946</b>

## 3) Consolidation

NATIOCREDIMURS remonte directement dans les comptes de NATIOCREDIBAIL dont le siège social se trouve au 18 rue Baudin 92300 LEVALLOIS-PERRET.

NATIOCREDIMURS est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

## D) EVENEMENTS POST CLOTURE

## Conflit au Moyen-Orient :

Le 28 février 2026, un conflit armé a éclaté entre l'Iran et les Etats-Unis, alliés à Israël. NATIOCREDIMURS n'est présent dans aucun des trois pays et n'est donc pas exposé directement par le conflit mais pourrait être impacté par les conséquences économiques de la crise dont les impacts ne sont pas à ce jour mesurables.

## AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée générale, décide d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice s'élevant à -29.072.227,49 EUR de la façon suivante :

Résultat de l'exercice	-29.072.227,49 EUR
Dotation à la réserve légale	0 EUR
Report à nouveau de l'exercice précédent	-407.283.949,76 EUR
Résultat affecté	-436.356.177,25 EUR
Distribution de dividendes (0 EUR x 3.057.899 parts)	-0 EUR
Solde au report à nouveau	-436.356.177,25 EUR

L'Assemblée générale prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes, au titre des trois derniers exercices.

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de NATIOCREDIMURS, sis au 18 Rue Baudin – 92300 LEVALLOIS PERRET.